

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

DE L'INDE

RELATIF A LA COOPERATION DANS LE

DOMAINE DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Le Gouvernement de la République française, dénommé ci-après « la Partie française », et

Le Gouvernement de la République de l'Inde, dénommé ci-après « la Partie indienne »,

Dénommés collectivement ci-après les «Parties Contractantes»,

Convaincus de l'intérêt mutuel d'institutionnaliser une coopération technique pour promouvoir un développement urbain durable en France et en Inde, notamment le développement des systèmes de transport de masse, l'approvisionnement en eau et les systèmes d'égouts, l'élimination et le traitement des déchets solides, l'habitat vert et l'urbanisme,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I-

La présente coopération poursuit un double objectif:

1. Permettre un échange d'informations entre les responsables gouvernementaux et les experts techniques des ministères respectifs des Parties Contractantes dans les domaines précités liés au développement urbain.
2. Promouvoir et développer les relations entre les entreprises privées, les organismes publics, les États, les autorités locales et régionales, les collectivités territoriales autonomes, dans le domaine du développement urbain durable précité, dans le but d'apporter des améliorations à ces services et de promouvoir la participation public-privé.

ARTICLE II-

La mise en œuvre du présent Accord se fait sous l'égide d'un Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain.

Ce groupe de travail conjoint se réunit une fois par an, alternativement en France et en Inde.

Pour la Partie française, le co-président français du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain est le directeur des affaires européennes et internationales du ministère de l'Egalité des territoires et du Logement et du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

Pour la Partie indienne, le co-président indien du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain est le secrétaire général du ministère du Développement urbain.

ARTICLE III-

Un programme d'action est élaboré chaque année. Il fixe l'objet des projets envisagés pour l'année en cours. Pour chaque thème choisi les moyens les plus appropriés à sa réalisation sont déterminés: stages de formation avancée en France et en Inde, missions d'experts, renforcement des capacités.

ARTICLE IV-

Une évaluation du travail accompli est faite au moment de chaque séance plénière du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain.

ARTICLE V-

Les sujets retenus pour chaque année sont annexés au compte rendu de la session plénière du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain.

ARTICLE VI-

La mise en œuvre de la présente coopération se fait dans la limite des disponibilités budgétaires dont les Parties Contractantes disposent pour leur fonctionnement courant. Pour tous les objectifs à atteindre, la procédure générale est la suivante:

- (a) interactions entre les personnels, y compris formation.
- (b) recours à la communication par voie électronique
- (c) autres procédures mutuellement acceptables pour les Parties Contractantes
- (d) chaque Partie prend en charge les frais de voyage de ses ressortissants
- (e) tous les frais devant être engagés le sont conformément aux procédures mutuellement acceptables pour les deux Parties

ARTICLE VII-

Pour la Partie française, le co-président français du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain est responsable du présent programme.

Pour la Partie indienne, le co-président indien du Groupe de Travail conjoint France-Inde sur le Développement urbain est responsable du présent programme.

ARTICLE VIII-

Tout différend entre les Parties Contractantes est réglé par la voie diplomatique.

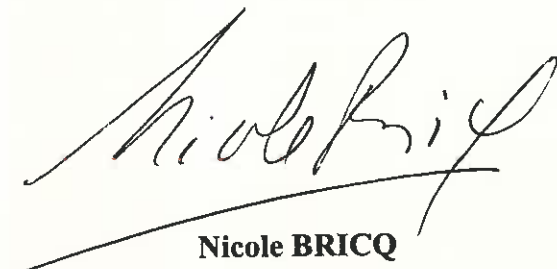
ARTICLE IX-

- (i) Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature et restera en vigueur pendant une période de cinq ans. À l'expiration de cette période, il sera renouvelé par accord tacite pour une période de même durée.
- (ii) Il pourra être modifié à tout moment par consentement mutuel des Parties Contractantes.
- (iii) Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre Partie moyennant un préavis écrit de six mois. Cette dénonciation sera sans effet sur les projets et travaux en cours d'exécution, sauf décision contraire mutuellement acceptée par les Parties Contractantes.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le 5 octobre 2012 en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, anglaise et hindi, les trois textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement
de la République française :**



Nicole BRICQ

Ministre du Commerce Extérieure

**Pour le Gouvernement
de la République de l'Inde:**



Kamal NATH

Ministre du Développement Urbain

AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

AND

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA

ON

COOPERATION IN THE FIELD OF

SUSTAINABLE URBAN DEVELOPMENT

The Government of the French Republic hereinafter referred to as the “French Party”, and

The Government of the Republic of India hereinafter referred to as “Indian Party”,

Hereinafter collectively referred to as the “Contracting Parties”,

Being convinced of the mutual interest to institutionalize a technical co-operation to promote sustainable urban development in France and in India, such as: development of mass transportation systems, water supply and sewerage systems, disposal and treatment of solid waste, green housing and urban planning,

Have agreed as follows:

ARTICLE-I

This co-operation has a two-fold objective:

1. To allow an exchange of information between the Government officials and the technical experts of the respective ministries of the Contracting Parties in the fields of urban development cited above.
2. To promote and develop the relations between private companies, public bodies, States, local and regional authorities, local self-governing bodies in the field of sustainable urban development cited above with the purpose to bring improvements for these services and promote Public-Private Participation.

ARTICLE-II

The implementation of this Agreement shall take place under the aegis of the Indo-French Joint Working Group on Urban Development.

The Indo-French Joint Working Group shall meet once in a year alternately in France and in India.

For the French Party, the French co-chairman of the Joint Working Group on Urban Development is the Director for European and International Affairs of the Ministry for Regional Equality and Housing and the Ministry of Ecology, Sustainable Development and Energy.

For the Indian Party, the Indian co-chairman of the Joint Working Group on Urban Development is the Secretary to the Ministry of Urban Development.

ARTICLE-III

A programme of action shall be drawn-up every year. It shall lay down the subject matter of the projects contemplated for the current year. For each selected theme the most appropriate means of achievement shall be determined: advanced training courses in France and in India, missions by experts, capacity building.

ARTICLE-IV

An appraisal of the work achieved shall be made at the time of each plenary meeting of the Indo-French Joint Working Group on Urban Development.

ARTICLE-V

The topics retained for each year shall be appended to the minutes of the plenary session of the Indo-French Joint Working Group on Urban Development.

ARTICLE-VI

The implementation of this co-operation shall take place within the limits of budget availabilities of the Contracting Parties for their current operation. For all objectives to be achieved, the general procedure shall be as follows:

- (a) Interaction of staff including training.
- (b) Utilization of electronic communication.
- (c) Other procedures as mutually acceptable to both the Contracting Parties.
- (d) Each Party takes care of the travel expenses of its nationals.
- (e) All the expenses to be incurred may be as per mutually acceptable procedures the Contracting Parties.

ARTICLE-VII

For the French Party, the French co-chairman of the Joint Working Group on Urban Development is responsible for this programme.

For the Indian Party, the Indian co-chairman of the Joint Working Group on Urban Development is responsible for this programme.

ARTICLE-VIII

Any disputes arising between the Contracting Parties are to be settled through diplomatic channels.

ARTICLE-IX

- (i) This Agreement shall come into force on the date of its signature and shall remain in force for a period of five years. On its expiry, it shall be renewed by implied agreement for a period of the same duration.
- (ii) It can be amended at any time by common consent of the Contracting Parties.
- (iii) It can be terminated by either Party by giving the other Party a written six months advance notice. Such termination shall have no effect on the projects or works under implementation except by a "mutually agreeable decision" of the Contracting Parties to the contrary.

In witness whereof, the undersigned being duly authorized thereto by their respective Governments have signed this Agreement.

Done in Paris, on *October 5th, 2012* in two original copies each in the French, English and Hindi languages, all three texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic



Nicole BRICQ
Minister for Foreign Trade

For the Government
of the Republic of India



Kamal NATH
Urban Development Minister

स्थायी शहरी विकास के क्षेत्र में

फ्रांस गणराज्य की सरकार

और

भारत गणराज्य की सरकार

के बीच

करार

इसके बाद फ्रांस गणराज्य की सरकार को "फ्रांस पक्ष" कहा जाएगा,

इसके बाद भारत गणराज्य की सरकार को "भारतीय पक्ष" कहा जाएगा और,

इसके बाद संयुक्त रूप से "करार करने वाले पक्ष" कहा जाएगा,

फ्रांस और भारत में सुस्थिर शहरी विकास जैसे सार्वजनिक परिवहन प्रणालियों, जलापूर्ति एवं सीवरेज प्रणालियों के विकास, ठोस कचरे के निपटान एवं शोधन, हरित आवास (ग्रीन हाउस) एवं शहरी योजना को प्रोत्साहित करने के लिए तकनीकी सहयोग को संस्थागत करने के पारस्परिक हित के महत्व को समझते हुए,

निम्नवत सहमति व्यक्त की गई है:

अनुच्छेद-I

इस सहयोग के दो उद्देश्य हैं:

1. उपर्युक्त शहरी विकास के क्षेत्रों में करार करने वाले पक्षों के संबंधित मंत्रालयों के सरकारी अधिकारियों एवं तकनीकी विशेषज्ञों के बीच सूचना के अदान प्रदान को आसान बनाना ।
2. इन सेवाओं में सुधार लाने तथा सार्वजनिक-निजी भागीदारी को प्रोत्साहित करने के उद्देश्य से उपर्युक्त सुस्थिर शहरी विकास के क्षेत्र में निजी कंपनियों, सार्वजनिक निकायों, राज्यों, स्थानीय/स्थानीय एवं क्षेत्रीय प्राधिकरणों, स्थानीय स्व-शासी निकायों के बीच संबंधों को बढ़ाना और विकसित करना ।

अनुच्छेद-II

इस करार का कार्यान्वयन, शहरी विकास संबंधी फ्रांस-भारत संयुक्त कार्यदल के तत्वाधान में किया जाएगा ।

फ्रांस-भारत संयुक्त कार्यदल की भारत और फ्रांस में बारी-बारी से वर्ष में एक बार बैठक होगी ।

भारतीय पक्ष की ओर से, शहरी विकास संबंधी संयुक्त कार्यदल के भारतीय सह-अध्यक्ष, सचिव, शहरी विकास मंत्रालय होंगे ।

फ्रांस पक्ष की ओर से, शहरी विकास संबंधी संयुक्त कार्यदल के फ्रांसीसी सह-अध्यक्ष, डायरेक्टर फॉर यूरोपियन एण्ड इन्टरनेशनल अफेयर्स ऑफ मिनिस्ट्री फॉर रीजनल डेवेलपमेंट एण्ड हाऊसिंग एण्ड मिनिस्ट्री ऑफ इकोलोजी, सस्टेनेबल डेवेलपमेंट एण्ड एनर्जी होंगे ।

अनुच्छेद-III

प्रत्येक वर्ष एक कार्यक्रम तैयार किया जाएगा । इसमें वर्तमान वर्ष के लिए परिकल्पित परियोजनाओं की विषय वस्तु का निर्धारण किया जाएगा । प्रत्येक चयनित विषय की लक्ष्य प्राप्ति हेतु सर्वाधिक उपयुक्त उपाय निर्धारित किये जायेंगे जैसे कि भारत और फ्रांस में उन्नत प्रशिक्षण, विशेषज्ञों के मिशन एवं क्षमता निर्माण।

अनुच्छेद-IV

शहरी विकास संबंधी भारत-फ्रांस संयुक्त कार्यदल की प्रत्येक पूर्ण बैठक में किए गए कार्यों का मूल्यांकन किया जाएगा ।

अनुच्छेद-V

प्रत्येक वर्ष के लिए निर्धारित विषयों को शहरी विकास संबंधी फ्रांस-भारत संयुक्त कार्यदल के पूर्ण सत्र के कार्यवृत्त के साथ संलग्न किया जाएगा ।

अनुच्छेद-VI

इस सहयोग का कार्यान्वयन उनके वर्तमान प्रचालन के लिए करार करने वाले पक्षों की बजट उपलब्धता के भीतर किया जाएगा । प्राप्त किए जाने वाले सभी उद्देश्यों के लिए सामान्य प्रक्रिया निम्नवत होगी:

- (क) प्रशिक्षण सहित कर्मचारियों की सह प्रतिक्रिया ।
- (ख) इलेक्ट्रॉनिक कम्युनिकेशन का उपयोग ।
- (ग) करार करने वाले दोनों पक्षों द्वारा परस्पर स्वीकार्य अन्य प्रक्रियाएं।
- (घ) प्रत्येक पक्ष अपने नागरिकों का यात्रा व्यय वहन करेगा ।
- (ङ) किए जाने वाले सभी व्यय दोनों पक्षों द्वारा परस्पर स्वीकार्य प्रक्रियाओं के अनुसार होंगे ।

अनुच्छेद-VII

भारतीय पक्ष की ओर से, शहरी विकास संबंधी संयुक्त कार्य दल का भारतीय सह-अध्यक्ष इस कार्यक्रम के लिए उत्तरदायी है ।

फ्रांस पक्ष की ओर से, शहरी विकास संबंधी संयुक्त कार्य समूह का फ्रांसीसी सह-अध्यक्ष इस कार्यक्रम के लिए उत्तरदायी है।

अनुच्छेद-VIII

करार करने वालों पक्षों के बीच उत्पन्न होने वाले किसी विवाद का समाधान राजनयिक माध्यमों से किया जाएगा।

अनुच्छेद-IX

(i) यह करार इस पर हस्ताक्षर किये जाने की तारीख से प्रभावी होगा तथा पांच वर्ष की अवधि के लिए प्रभावी रहेगा। इसके समाप्त होने पर, इतनी ही समयावधि के लिए उपलक्षित करार द्वारा इसका नवीकरण किया जाएगा।

(ii) करार करने वाले पक्षों की पारस्परिक सहमति से किसी भी समय इसे संशोधित किया जा सकता है।

(iii) कोई भी पक्ष छः माह के अग्रिम लिखित नोटिस के माध्यम से इसकी समाप्ति की अगली तिथि से इसे समाप्त कर सकता है। इस समापन का कार्यान्वित की जा रही परियोजनाओं अथवा कार्यों पर सिवाय दोनों पक्षों के परस्पर सहमत निर्णय को छोड़कर, कोई प्रभाव नहीं पड़ेगा।

जबकि साक्ष्य में, अपनी संबंधित सरकारों द्वारा विधिवत रूप से प्राधिकृत किए जा रहे अधोहस्ताक्षरियों ने इस करार पर हस्ताक्षर कर दिए हैं।

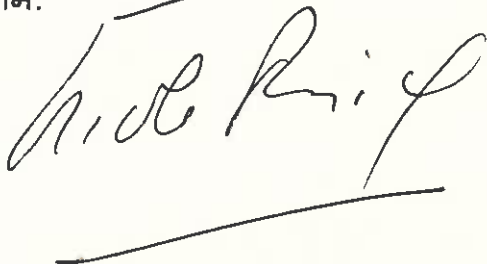
प्रत्येक अंग्रेजी, हिन्दी और फ्रेंच भाषाओं में दो प्रतियों में दिनांक 05-03-2012 को पेरिस में किए गए करार के सभी तीनों पाठ समान रूप से मान्य होंगे।

फ्रांस गणराज्य
की सरकार की ओर से

नाम:



पदनाम:



भारत गणराज्य

की सरकार की ओर से

नाम:



पदनाम: